

**DIRECTION DES ACTIONS DE L'ÉTAT**

***Bureau de l'Environnement***

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLEMENTAIRE**

**du 28 octobre 2004**

**prescrivant à la Compagnie Rhénane de Raffinage à Reichstett des dispositions complémentaires  
au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, relatives :**

- **au stockage d'huiles usagées et de soufre,**
- **au traitement de surface de pièces,**
- **à la réduction des rejets atmosphériques,**
- **à la fourniture d'une étude sanitaire globale,**
- **à la fourniture d'une étude détaillée des risques (étude de sols).**

**Le Préfet de la Région Alsace  
Préfet du Bas-Rhin**

- VU** le code de l'environnement, notamment le titre I<sup>er</sup> du livre V,
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour application de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (codifiée au Titre 1<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'environnement), notamment les articles 3.4°, 17,
- VU** le décret du 20 mai 1953 modifié déterminant la nomenclature des installations classées,
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- VU** le décret n° 98-360 du 6 mai 1998 relatif à la surveillance de la qualité de l'air et de ses effets sur la santé et sur l'environnement, aux objectifs de qualité de l'air, aux seuils d'alerte et aux valeurs limites, modifié par les décrets n°2002-213 du 15 février 2002 et n°2003-1085 du 12 novembre 2003,
- VU** le décret n° 2001-449 du 25 mai 2001 relatif aux plans de protection de l'atmosphère et aux mesures pouvant être mises en œuvre pour réduire les émissions des sources de pollution atmosphériques,
- VU** l'arrêté ministériel du 8 juillet 2003 portant approbation du programme national de réduction des émissions de polluants atmosphériques (SO<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub>, COV et NH<sub>3</sub>),
- VU** les circulaires ministérielles des 3 et 18 avril 1996 relatives à la réalisation de diagnostics initiaux et de l'évaluation simplifiée des risques sur les sites industriels en activité,
- VU** le rapport relatif à l'étude simplifiée des risques (étude des sols) transmise le 22 septembre 2000,
- VU** les résultats des analyses d'eaux souterraines fournis par l'exploitant en 2003,

- VU** les actes administratifs antérieurs réglementant l'exploitation par la Compagnie Rhénane de Raffinage d'une raffinerie de pétrole à Reichstett et Vendenheim et notamment l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2001,
- VU** les dossiers techniques annexés à ces actes et les dossiers complémentaires produits les 24 septembre 2003, 8 octobre 2003 et 18 novembre 2003,
- VU** le rapport du 20 août 2004 la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement chargée de l'inspection des installations classées,
- VU** l'avis émis par le Conseil départemental d'hygiène lors de sa réunion du 5 octobre 2004,

**CONSIDÉRANT** que l'établissement visé comporte des installations soumises à autorisation et déclaration visées à la nomenclature des installations classées,

**CONSIDÉRANT** qu'aux termes de l'article L 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients des installations peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

**CONSIDÉRANT** les risques présentés par l'établissement et l'environnement urbain des installations,

**CONSIDÉRANT** l'augmentation régulière importante des niveaux d'ozone en Alsace au cours des dernières années et des niveaux exceptionnels de concentration atteints par ce polluant nocif pour la santé humaine, pouvant dépasser les seuils de recommandation et d'alerte,

**CONSIDÉRANT** l'imposition par le décret du 12 novembre 2003 de mesures de réduction des émissions pouvant être mises en œuvre en cas de dépassement ou de risque de dépassement des seuils d'alerte pour l'ozone,

**CONSIDÉRANT** l'implication du secteur industriel parmi les sources recensées d'émission de polluants précurseurs de l'ozone, composés organiques volatils non méthaniques (COVNM) et oxydes d'azote (NO<sub>x</sub>),

**CONSIDÉRANT** que la raffinerie de Reichstett est l'un des principaux émetteurs des polluants de la zone PPA (Plan de protection de l'atmosphère de Strasbourg), avec un niveau annuel d'émission en 2003 de 3 317 t de SO<sub>2</sub>, de 1 013 t de NO<sub>x</sub>, de 138 t de poussières et de 456 t de COVNM,

**CONSIDÉRANT** que pour améliorer la sécurité autour du site en matière de pollutions chroniques et de transferts de pollutions à longue distance, l'étude d'impact de la raffinerie doit comporter une étude sanitaire globale,

**CONSIDÉRANT** que pour sauvegarder une gestion équilibrée de la ressource en eau et pour garantir la préservation de la qualité des eaux souterraines de la nappe phréatique d'Alsace, l'étude simplifiée des risques doit être complétée par une étude détaillée des risques (étude des sols),

**CONSIDÉRANT** que le caractère adapté et suffisant des mesures prises doit être démontré,

**CONSIDÉRANT** que les meilleures technologies et les meilleures pratiques doivent être systématiquement recherchées,

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu, à cet effet, de mettre à jour, compléter et renforcer les prescriptions édictées par les actes administratifs antérieurs,

**APRÈS** communication à l'exploitant du projet d'arrêté,

**SUR** proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

## A R R Ê T E

### **Article 1<sup>er</sup>    Champ d'application**

La COMPAGNIE RHÉNANE DE RAFFINAGE (C.R.R.), dont le siège social est Route Départementale 37, à 67116 REICHSTETT, ci-après désignée par : « l'exploitant », est tenue de se conformer aux prescriptions définies par les articles suivants.

L'exploitant est autorisé à poursuivre l'exploitation d'une raffinerie de pétrole et de ses activités annexes (stockage, distribution, etc...) sur le territoire des communes de REICHSTETT et VENDENHEIM.

L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2001 est complété par les rubriques suivantes :

L'établissement comprend en outre les installations classées répertoriées dans le tableau suivant (Régime A = Autorisation, D = Déclaration) :

Rubrique	Désignation des activités	Régime	Quantité	Unité
<b>167-c</b>	Traitement ou incinération de déchets industriels provenant d'installations classées (installations d'élimination, à l'exception des installations traitant simultanément et principalement des ordures ménagères)	A	200 huiles usagées	tonnes/an
<b>1523-C-2.a</b>	Emploi et stockage de soufre sous forme liquide dont la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 500 tonnes	A	860 soufre liquide	tonnes
<b>1432-2.b</b>	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables de catégories C et D représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m <sup>3</sup> , mais inférieure ou égale à 100 m <sup>3</sup>	D	200 huiles usagées	tonnes
<b>2564-3</b>	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces (métaux, matières plastiques, etc...) par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques, le volume des cuves de traitement étant supérieur à 20 litres, mais inférieur ou égal à 200 litres	D	200 solvants	litres

### **Article 2    Air – Valeurs limites de rejets d'oxydes de soufre**

L'article 8.4.1.3.3 de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2001 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le flux annuel des émissions d'oxydes de soufre est limité à 2 900 tonnes **au plus tard le 31 décembre 2006.** »

### **Article 3 Air – Valeurs limites de rejets d'oxydes d'azote**

L'article 8.4.2.2 de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2001 est complété par les dispositions suivantes :

« A l'issue d'une campagne de mesures de six mois avec les nouveaux analyseurs en continu définis à l'article 8.5 et réalisée à partir du mois d'avril 2005, l'exploitant définira une méthodologie de surveillance de ses émissions d'oxydes d'azote prenant en compte les différents émissaires ».

L'article 8.4.2.3 de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2001 est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'exploitant engagera une étude technico économique en vue de réduire les émissions de NO<sub>x</sub> du site, prenant en compte les meilleures technologies disponibles et l'impact sur l'environnement, y compris sanitaire, dont les résultats seront transmis à l'inspection des installations classées **au plus tard le 31 décembre 2005.** »

### **Article 4 Air – Valeurs limites de rejets de particules fines**

L'article 8.4.3 de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2001 est remplacé par les dispositions suivantes :

**8.4.3.1** « Les rejets de particules fines doivent respecter les limites définies dans le tableau ci-après :

<b>Catégorie d'installation</b>	<b>Marche normale</b>	<b>Dépassements</b>	<b>Indice de noircissement (NF X 43 002)</b>
Fours et chaudières Hors FCC	130 mg/ kWh	au maximum 200 h/an et, en tout état de cause, < 430 mg/KWh	4, sauf de façon fugitive au moment de l'allumage : maxi 2 mn pour un même épisode et maxi 25 mn/sem
Régénérateur du catalyseur FCC	50 mg/Nm <sup>3</sup>	mise hors service pour entretien et maintenance maxi 400 h/an	

Les ramonages discontinus ne doivent être effectués que de jour. »

**8.4.3.2** « A l'issue d'une campagne de mesures de six mois avec les nouveaux analyseurs en continu définis à l'article 8.5 et réalisée à partir du mois d'avril 2005, l'exploitant définira une méthodologie de surveillance de ses émissions de poussières prenant en compte les différents émissaires ».

**8.4.3.3** « L'exploitant engagera une étude technico économique en vue de réduire les émissions de poussières du site, prenant en compte les meilleures technologies disponibles et l'impact sur l'environnement, y compris sanitaire, dont les résultats seront transmis à l'inspection des installations classées **au plus tard le 31 décembre 2005.** »

## **Article 5      Air – Surveillance des rejets atmosphériques**

L'article 8.5 de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2001 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les conduits et cheminées d'évacuation des rejets atmosphériques sont équipés de **moyens de contrôle en continu** ou de dispositifs commodément accessibles permettant le **prélèvement en discontinu** et dans des conditions conformes aux normes françaises en vigueur, d'échantillons destinés à l'analyse, afin de permettre les contrôles définis ci-après :

- **oxydes de soufre** : une mesure en permanence du débit de polluants rejetés dans les gaz de combustion est réalisée sur les cheminées qui répondent au critère suivant : rejets horaires supérieurs à 150 kg/h.
- **oxydes d'azote** : une mesure en permanence du débit et des concentrations en polluants des gaz de combustion est réalisée sur les cheminées qui répondent au critère suivant : rejets horaires supérieurs à 150 kg/h.
- **poussières** : une mesure en permanence du débit et des concentrations en poussières des gaz de combustion est réalisée conformément au tableau ci-après :

Type de rejets	Méthodes de mesure
Rejets supérieurs à 50 kg/h	Mesures en permanence par une méthode gravimétrique
Rejets supérieurs à 5 kg/h et inférieurs à 50 kg/h ou rejets représentant plus de 20 % des rejets du site (< 50 kg/h)	Evaluation en permanence de la teneur en poussières (méthode au choix)

La **liste des émissaires concernés** par ces obligations fera l'objet d'une **actualisation annuelle** et sera transmise à l'inspection des installations classées.

L'exploitant devra mettre en place de nouveaux analyseurs en continu du SO<sub>2</sub>, des NO<sub>x</sub> et des poussières sur les trois cheminées (est, ouest et sud) **au plus tard le 31 mars 2005**.

L'exploitant s'assure du bon fonctionnement de son matériel d'analyse, aussi souvent que nécessaire.

Par ailleurs, l'**autosurveillance transmise mensuellement** à l'inspection des installations classées fait apparaître clairement, pour chaque polluant, les rejets de la raffinerie.

L'exploitant fait intervenir, **au moins une fois par an**, un **organisme extérieur** de façon à vérifier son dispositif d'autosurveillance.

Le choix de l'organisme extérieur ainsi que la liste des paramètres et des émissaires concernés par les mesures sont soumis à l'accord préalable de l'inspection des installations classées. Pour ce faire, l'exploitant remet **avant le 31 décembre** de l'année N à l'inspection des installations classées, un document précisant le nom de l'organisme pressenti, les paramètres et émissaires à contrôler et les dates d'arrêts prévisibles des unités pour l'année N + 1.

Les dates d'intervention de l'organisme extérieur sont fixées en accord avec l'inspection des installations classées.

L'inspection des installations classées peut demander, à tout moment, la réalisation inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'effluents gazeux par un organisme extérieur.

Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant. »

## **Article 6 Air – Rejets de composés organiques volatils**

L'article 8.8 de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2001 est complété par les dispositions suivantes :

### **8.8.3 « Quantification et réduction des rejets de composés organiques volatils »**

#### **8.8.3.1 « Limitation des émissions de COV : »**

« Dans l'attente de l'étude prévue à l'article 8.8.3.2, le flux annuel maximum est fixé à 500 tonnes ».

#### **8.8.3.2 « Identification et réduction des principales sources d'émission »**

« Dès notification du présent arrêté, une étude technico économique, prenant en compte l'impact sur l'environnement, y compris sanitaire, sera engagée par l'exploitant dont les modalités d'exécution et les délais de remise seront soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées. Cette étude aura pour objet :

- de caractériser les types de composés organiques volatils,
- de quantifier l'ensemble des émissions canalisées et fugitives/diffuses du site au travers d'une étude par types d'équipement (méthodes de mesures et de quantification validées par le Ministère de l'écologie et du développement durable : par exemples, méthode de mesures EPA 21, méthode des courbes de corrélation EPA) ;
- d'identifier et de réduire les principales sources d'émissions fugitives/diffuses et canalisées ;
- de déterminer une valeur annuelle maximale des émissions fugitives/diffuses et canalisées ;
- d'étudier notamment la réduction des rejets de la station de traitement des eaux et de définir un programme de réduction de ces émissions ;
- de mettre en place une base de données et un système de maintenance des installations comportant la détection et la réduction systématique des fuites ;
- et de proposer une méthodologie de surveillance des émissions de composés organiques volatils. »

## **Article 7 Air – Bilan environnement, gaz à effet de serre**

L'article 8.8.3 de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2001 est remplacé par les dispositions suivantes :

### **Article 8.9 Bilan environnement, gaz à effet de serre**

« En application de l'article 62 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, un **bilan des émissions de gaz à effet de serre** sur l'ensemble du site de la raffinerie doit être établi **annuellement** et transmis au préfet, dès lors que les émissions annuelles dépassent les valeurs suivantes : »

CO <sub>2</sub>	10 000 tonnes
CH <sub>4</sub>	100 tonnes
N <sub>2</sub> O	20 tonnes
CFC et HCFC	0,5 tonne

### **Article 8.10 Etude sanitaire globale**

« L'exploitant fournira à l'inspection des installations classées un dossier comportant l'évaluation de l'impact sanitaire du site **avant le 31 mars 2006** selon le guide méthodologique pour l'évaluation de l'impact sanitaire des rejets des raffineries de pétrole (version juin 2003). »

## **Article 8 Eau – Prévention des pollutions accidentelles**

L'article 9.2.2 de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2001 est complété par les dispositions suivantes :

« L'exploitant disposera de quatre ballons de récupération d'huiles usagées répartis sur le site de la raffinerie sur des aires étanches reliées aux égouts pouvant recevoir des eaux accidentellement huileuses. La capacité de stockage sera au moins égale à 18 m<sup>3</sup>. »

## **Article 9 Eau – Surveillance des effets sur l'environnement**

L'article 9.5.2 de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2001 est complété par les dispositions suivantes :

« L'exploitant adressera à l'inspection des installations classées un plan de surveillance de la qualité des eaux souterraines en aval de son site, hors des zones d'emprunt des pompages. Ce plan devra définir notamment le réseau piézométrique nécessaire à cette surveillance et devra indiquer si de nouveaux piézomètres sont à implanter en aval du site dans le sens d'écoulement de la nappe, les substances et paramètres à analyser ainsi que les fréquences d'analyse. En outre, ce plan précisera les techniques d'analyse utilisées. Ces techniques devront permettre de détecter des teneurs inférieures ou égales aux seuils de potabilité. L'exploitant mettra en œuvre ce plan **avant le 31 janvier 2005**. »

« L'exploitant fera procéder à une étude détaillée des risques intégrant les préconisations issues du guide « Gestion des sites pollués » du BRGM – version 2 de mars 2000 et les critères du SDAGE (Schéma départemental de l'aménagement et de la gestion de l'eau). Le rapport d'étude final sera remis à l'inspection des installations classées **au plus tard le 31 mars 2006**. »

« Le diagnostic approfondi comprenant le tracé des panaches de pollutions actuellement connues et l'identification des scénarios de risques à prendre en compte devront être fournis à l'inspection des installations classées **avant le 30 juin 2005**. »

## **Article 10 Publicité**

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977 modifié, un extrait du présent arrêté faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de Reichstett et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux.

## **Article 11 Frais**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

## **Article 12 Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **Article 13 Sanctions**

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des dispositions prévues au code de l'environnement, Livre V, titre I<sup>er</sup>, chapitre IV.

**Article 14 Exécution - Ampliation**

- Le Secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
  - les Maires de Reichstett et Vendenheim,
  - le Commandant du Groupement de gendarmerie,
  - le Chef du Service de la navigation de Strasbourg,
  - les inspecteurs des installations classées de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la Compagnie Rhénane de Raffinage.

**LE PRÉFET**

**Délais et voie de recours** (article L 514.6 du code de l'environnement)

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où elle a été notifiée,
- par les tiers, les communes intéressées ou leurs groupements (...) dans un délai de quatre ans à compter de sa publication ou de son affichage.



## ANNEXE

### RAPPEL DES ÉCHÉANCES DE L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

Objet		Article	<b>Echéances réglementaires</b> <b>Délai de réalisation</b> * = à partir de la date de la notification de l'arrêté
AIR	Flux annuel des émissions de SO <sub>x</sub>	8.4.1.3.3	31 décembre 2006
	Fourniture des résultats de la campagne de mesure des NO <sub>x</sub>	8.4.2.2	15 octobre 2005
	Fourniture des résultats de l'étude de réduction des NO <sub>x</sub>	8.4.2.3	31 décembre 2005
	Fourniture des résultats de la campagne de mesure des poussières	8.4.3.2	15 octobre 2005
	Fourniture des résultats de l'étude de réduction des poussières	8.4.3.3	31 décembre 2005
	Mise en place des nouveaux analyseurs en continu du SO <sub>2</sub> , des NO <sub>x</sub> et des poussières	8.5	31 mars 2005
	Flux annuel des émissions de COV	8.8.3.1	Immédiat*
	Fourniture des résultats de l'étude de réduction des COV	8.8.3.2	Délai de remise en accord avec l'inspection des installations classées
	Fourniture d'une étude sanitaire	8.10	31 mars 2006
EAUX SOUTERRAINES	Fourniture et mise en œuvre d'un plan de surveillance de la qualité des eaux souterraines en aval du site, hors des zones d'emprunt des pompes	9.5.2	31 janvier 2005
	Fourniture d'une étude détaillée des risques (étude de sols)		31 mars 2006
	Fourniture du diagnostic approfondi comprenant le tracé des panaches de pollutions actuellement connues et l'identification des scénarios de risques à prendre en compte		30 juin 2005